

AVIS DE MARCHE

NATURE DU MARCHE : Marché public de travaux

La procédure d'achat du présent avis n'est pas couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

Nom de l'organisme : ÉTAT - Direction des Territoires, de l'Alimentation et de la Mer

Point de contact : Accueil de la Direction des Territoires, de l'Alimentation et de la Mer

Adresse : Bd Constant Colmay BP 4217

Code postal : 97500 Ville : Saint pierre et Miquelon

Téléphone : 0508411200 Télécopieur : 0508413950

Courriel : DTAM-975@equipement-agriculture.gouv.fr

Adresse Internet (URL) : <http://www.saint-pierre-et-miquelon.developpement-durable.gouv.fr/>

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

OBJET DU MARCHE

Objet du marché :

Travaux de protection du mur de soutènement situé sous voie d'accès au quai en eaux profondes

Type de marché de travaux : Exécution

Classification CPV :

Objet principal :45262620-3 : Murs de soutènement

Lieu d'exécution : RN2 – 97 500 Saint-Pierre

L'avis implique : un marché public

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

des travaux de protection générale de surface en béton par revêtement du mur de soutènement RN2M02 au PR3+650 situé sous la voie d'accès au quai en eaux profondes.

Le marché ne comporte pas de tranches

Nature et étendue des travaux :

Les travaux consistent principalement en :

- Les études d'exécution, l'installation et la signalisation de chantier ;
- La fourniture et l'installation d'ouvrages provisoires ou d'éléments provisoires et tous les ouvrages mis au marché et qui ne font pas partie des travaux de réparation proprement dits (passerelle d'accès, échafaudages pour travaux ...) ;
- Le déblai des éléments rocheux présents en pied de mur gênant la mise en œuvre de l'enduit de protection, le décaissement des talus situés aux extrémités Est et Ouest de l'ouvrage sur une épaisseur de 1 m environ, pour permettre la mise en œuvre de l'enduit de protection et d'une membrane drainante ;
- La préparation de surface (hydro-décapage, meulage, découpage ...), les ragréages locaux manuels, la passivation des aciers apparents, la protection générale de surface par revêtement (application manuelle ou projetée), avec traitement spécifique des joints de dilatation, la protection spécifique en haut de mur par fixation d'un becquet en béton préfabriqué ;
- Le repliement et la remise en état des lieux ;
- La réalisation et la fourniture du dossier de récolement.

Options :

Possibilité de confier au titulaire du marché la réalisation de prestations similaires après passation d'un ou de plusieurs marchés passés sans publicité ni mise en concurrence préalables en application de l'article R.2122-7 du CCP ;

Acceptation des variantes : Non

Prestations divisées en lots : Non

CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

Cautionnement et garanties exigés :

* Retenue de garantie pouvant être remplacée par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire

Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les réglementent :

- * Origine du financement : budget État ;
- * Une avance sera accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le cahier des charges ;
- * Les prix seront révisables ;
- * Les comptes seront réglés mensuellement sous la forme d'acomptes et d'un solde ;
- * Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours ;

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Nature de l'attributaire, le marché sera conclu :

- soit avec un entrepreneur unique ;
- soit avec des entrepreneurs groupés conjoints ou des entrepreneurs groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Situation juridique – références requises :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <http://www.economie.gouv.fr> (DAJ / Formulaires - Marchés publics) ;
- * La forme juridique du candidat ;
- * En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
- * Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché
- * Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus;
- * Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus;

Capacité économique et financière - références requises :

- * Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
 - * Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 ;
- Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

A - Expérience :

La présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

B - Capacités professionnelles :

- * L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché, * Les certificats de qualifications professionnelles éventuels en lien avec la nature du marché,
 - * Les certificats de qualité éventuels, délivrés par des organismes indépendants fondés sur les normes européennes.
- La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C - Capacités techniques :

- * Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;
- * Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la

réalisation du marché public ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

L'acheteur n'exige pas la fourniture des documents demandés s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Marché non réservé.

CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges.

PROCÉDURES

Type de procédure : Procédure adaptée \geq 90 000 €.

Recours à une procédure se déroulant en phases successives afin de réduire progressivement le nombre des offres à négocier : Non

Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 25/11/2022 à 15:00 heure de Saint-Pierre et Miquelon

Délai minimum de validité des offres : 120 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : DTAM-MUR-RN2M02

Autres informations :

* Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés ;

* Unité monétaire utilisée, l'euro ;

* A titre indicatif, les prestations commenceront en 2023 pour une durée de 5 mois (périodes de préparation et de travaux);

* Les candidatures qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées ;

* Il ne s'agit pas d'un marché à caractère périodique ;

* Le marché ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par des fonds communautaires ;

Modalités d'ouverture des offres

* Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres : Non

* L'ouverture des plis n'est pas publique.

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :

* Les documents de la consultation sont disponibles par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation ([https:// marches-publics.gouv.fr](https://marches-publics.gouv.fr)) sous la référence publique "DTAM-MUR-RN2M02", après avoir installé les pré-requis techniques et avoir pris connaissance du manuel d'utilisation ;

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

* L'heure de remise des candidatures et des offres est l'heure locale de l'adresse du pouvoir adjudicateur ;

* Les offres seront transmises de préférence par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation ([https:// marchespublics.gouv.fr](https://marchespublics.gouv.fr)) sous la référence publique "DTAM-MUR-RN2M02", le seront suivant les modalités précisées dans le règlement de la consultation.

PROCÉDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Tribunal Administratif de Saint Pierre et Miquelon

Adresse : Place Lieutenant Colonel Pigeaud BP. 4200

97500 Saint-Pierre et Miquelon

Téléphone : 0508411030

Courriel : courrier@spm975.gouv.fr

Adresse Internet (URL) : <http://saint-pierre-et-miquelon.tribunal-administratif.fr>

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- * Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;
- * Référé Contractuel : 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du marché. Toutefois ce référé n'est pas possible en cas de publication d'un avis d'intention de conclure le marché au moins 11 jours avant sa signature (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;
- * Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;
- * Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS A LA PUBLICATION : 25 / 10 / 2022

ADRESSES COMPLÉMENTAIRES**Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus :**

Nom de l'organisme : Direction du territoire de l'alimentation et de la mer
Point de contact : chargée de mission commande publique
Adresse : Boulevard Constant Colmay BP4217
97500C : Saint Pierre et Miquelon
Courriel : cmcp.sg.dtam-975@equipement-agriculture.gouv.fr

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus :

Nom de l'organisme : Direction des Territoires, de l'Alimentation et de la Mer

Points de contact :

* M. Yves de MONTGOLFIER
Chef du Service Routes, Constructions, Bâtiments
Téléphone : 05 08 41 12 40
Courriel : yves.de-montgolfier@equipement-agriculture.gouv.fr

* Mme Laureen TREGUIER
Adjointe au Chef du Service Routes, Constructions, Bâtiments
Téléphone : 05 08 41 12 44
Courriel : laureen.treguier@equipement-agriculture.gouv.fr

Adresse à laquelle les offres doivent être envoyées :

Direction des Territoires de l'Alimentation et de la Mer
Accueil de la DTAM
Bd Constant COLMAY BP 4217
97500 SAINT-PIERRE ET MIQUELON
Téléphone : 0508411200
Adresse du profil d'acheteur (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.f>